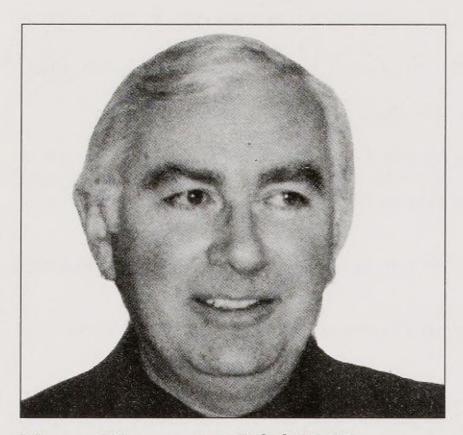
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 21 MARS 1993

1ère CIRCONSCRIPTION D'EURE-ET-LOIR



Yves-Pierre PLASSARD (46 ans)



Docteur Jean JOSEPH (48 ans) Suppléant

« Les Françaises et les Français ont des idées, les partis politiques n'en n'ont plus ». Face à la crise, arrêtez de subir, il faut réagir. Le chômage, véritable sida économique est l'affaire de tous.

Le pouvoir socialiste en place s'est fondu avec le monde de l'argent au dépend de la démocratie promise il y a 11 ans.

A ce jour la République existe sans citoyens, il faut stopper les privilèges et l'élitisme de certains.

INVERSONS LA TENDANCE DES DEUX ÉCHECS ACTUELS : L'EMPLOI ET LA DÉMOCRATIE

La 1^{ère} circonscription d'Eure-et-Loir peut et doit prétendre avoir un **représentant au Parlement, hors des Partis,** qui n'aura de comptes à rendre qu'aux électrices et aux électeurs.

PROUVEZ QUE VOUS AVEZ CHANGÉS, SAISISSEZ CETTE CHANCE

Avec nous, le Dimanche 21 Mars, la **seule victoire** possible c'est des électrices et des électeurs.

SOYEZ LES VÉRITABLES GAGNANTS DE CE SCRUTIN

Des priorités :

CHÔMAGE-EMPLOI: Le CHÔMAGE n'est plus l'affaire de l'autre. C'est l'échec des députés socialistes en place et de leur gouvernement. 11 % de la population active privés d'emploi. Le chômage coûte 366 milliards de F par an.

(1) Le Député en priorité devient "Monsieur EMPLOI". Il coordonne l'action régionale (Favoriser la création d'emploi et s'attache au maintien des emplois existants (500.000 licenciés économiques en 1992 en France). Il réunit un COMITÉ PERMANENT DU TRAVAIL (Patronat, ANPE, ASSEDIC, Syndicats, Organismes Sociaux et de Formation, Partenaires financiers...).

Ce comité définit les **priorités** et prend des **mesures locales d'autorité**, déclenche des initiatives. Ce partenariat local est la première arme de défense des intérêts du travail dans le département.

Ceci en complément des mesures générales d'urgence prises par l'état :

- Allégement charges sociales PME, PMI Commerce, Artisanat.
- Suppression des charges pendant deux ans aux créateurs et repreneurs d'entreprises et qui embaucheront.
- Possibilité de donner une partie de l'allocation chômage à l'entreprise qui embauche sous certaines règles d'où une diminution de la masse salariale pour l'entreprise.

Face à la montée croissante du chômage - Initiatives locales contrôlées et partenariat Etat Région.

POLITIQUE: Réduction du nombre de ministres. Réduction de **moitié** du nombre de députés. **NON cumul du mandat** de député et de Maire d'une commune de + de 20.000 habitants. **COMPTE RENDU** d'activités auprès des électeurs deux fois par an minimum en présence des **maires des communes**. Référendum de circonscription suivant les priorités.

ÉCOLOGIE: Prendre en compte les idées novatrices proposées par le mouvement écologiste. **Inscrire** l'écologie comme matière nouvelle à l'école.

FAMILLE : Salaire familial équivalent au SMIC pour la femme ou l'homme au sein du foyer (11 millions de femmes actives en 1992) suivant les revenus.

JEUNESSE: Création d'un Comité Régional de la Jeunesse. La jeunesse est désemparée, mal comprise, à la dérive sans repère possible. Il est temps de l'écouter et la guider face au CHÔMAGE, à la drogue, au sida...

JUSTICE : Indépendante et disposant enfin des moyens budgétaires et humains pour un fonctionnement efficace et impartial.

ÉDUCATION: Priorité à l'enseignement professionnel et technique. Relance de l'apprentissage avec mesures d'accompagnement. La France doit être aussi fiers de ses manuels que de ses intellectuels. La poursuite d'étude ne doit pas être un échappatoire pour accroître le chômage (1992 : 4,2 millions de Bacheliers - 1962 : 900.000 Bacheliers).

- Plus d'aides à l'école primaire, base de l'instruction.
- Equilibrer l'implantation collèges, lycées entre ville et milieu rural.

COMMERCE - ARTISANAT : Encourager la reprise et la création : aides accrues à la création d'emplois.

- Suppression des charges pendant 3 ans pour les repreneurs en milieu rural. La qualité de la vie ne passe plus par le seul développement des villes et agglomérations.

AGRICULTURE : L'agriculture doit rester un pilier fort de l'économie

1962 : 5,6 millions d'agriculteurs 1992 : 1,8 millions d'agriculteurs

Il faut maintenir l'exemple français unique en Europe. Pour bien le connaître je suis solidaire du monde agricole en crise. NON au GATT. Révision urgence de la PAC. Il faut organiser les marchés les soutiens, les débouchés. Stopper la lourde fiscalité qui pèse sur l'agriculture. Encourager les jeunes à prendre la relève.

SANTÉ-SOCIAL : Depuis 20 ans l'augmentation des cotisations de la Sécurité Sociale équivaut à la perte des recettes dû au chômage.

Il faut développer l'hospitalisation à domicile.

Améliorer les soins à domicile pour les personnes âgées.

- Priorité à l'information massive pour les jeunes concernant le fléau que représente le SIDA.
- Accentuer la recherche médicale, pas uniquement en comptant sur la seule générosité de nos compatriotes.

En nous accordant votre confiance, vous voterez enfin pour vous en pensant à l'avenir de vos enfants.

UN CHOIX SIMPLE, EFFICACE, D'UNION ET DE SOLIDARITÉ
GAGNONS ENSEMBLE POUR L'INTÉRÊT DE TOUS LES CITOYENS

Yves-Pierre PLASSARD

Docteur Jean JOSEPH